

**6 Société et Culture**

**Forum régional des OSC d'Afrique centrale à Libreville**  
**S'impliquer dans la gouvernance et le développement de la société**

Prissilia MOUITY  
 Libreville/Gabon

*Les Organisations de la société civile (OSC) d'Afrique centrale étaient en forum mardi, dans la capitale gabonaise, pour définir un cadre de concertation et d'échanges devant leur permettre de faire entendre la voix des populations.*

LE réseau des plate-formes nationales des Ong de l'Afrique centrale (REPONGAC), l'Union des syndicats des professionnels de la presse de l'Afrique centrale (USYPAC), le réseau des femmes actives de la CEMAC (REFAC) étaient, entre autres, les organismes de la société civile des pays de l'Afrique centrale présents au forum régional des Organisations de la société civile (OSC) tenu mardi dernier à Libreville. Cette rencontre initiée par le REPONGAC et soutenu par l'Union européenne (UE) et le réseau des organisations et des projets associatifs du Gabon (ROPAGA), a également vu la participation d'un représentant du ministère gabonais des Affaires étrangères, Eric Joël Bekale, et du Secrétaire général de la CEEAC. Le forum de Libreville avait



Une vue des officiels à l'occasion du lancement du forum des OSC de Libreville.



L'assistance suivant les travaux à l'Institut français.

pour principal objectif l'établissement d'un espace de dialogue, d'échanges et de débats sur les enjeux régionaux et le fonctionnement adéquat des différents réseaux de la société civile venus des onze pays de l'Afrique centrale.

Autour de plusieurs ateliers de réflexion, les acteurs de la société civile de la sous-région ont donc échangé sur l'état des lieux de leurs organisations, sur l'importance d'un partenariat entre elles et les institutions régionales mais surtout sur le forum des OSC de l'Afrique centrale qui a constitué le socle de cette rencontre. Suite à ces différents échanges, l'idée d'une approche participative et inclusive dans la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement a été confortée. En effet, ces réseaux de la



Les participants posant pour la postérité.

société civile des pays de l'Afrique centrale souhaitent, à travers de telles rencontres, s'impliquer dans la gouvernance et le développement de la société. Les OSC souhaitent donc être au centre des décisions et des réalisations de l'État. Le Forum régional est pour les organisations de la so-

ciété civile, une tribune d'expression, de débats et de propositions d'actions. Davy Louvouezo, président du Réseau des Plateformes nationales des Ong de l'Afrique centrale (REPONGAC) s'est d'ailleurs réjoui de l'aboutissement dudit forum. «A travers ce forum nous pouvons désormais faire entendre la

voix des populations, leurs préoccupations. De fait, la société civile devrait jouer pleinement son rôle dans le cadre de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des politiques publiques et de développement. La mission de la société civile est de rappeler aux États et aux institutions régionales de respecter certains de leurs engagements. Pour y parvenir, la société civile doit être plus forte et bien organisée», a-t-il souligné.

Étant donné que les organisations de la société civile sont une sorte d'intermédiaire entre les populations et l'État, le forum des OSC se veut être un rendez-vous incontournable des représentants de la société civile d'Afrique centrale, une référence en matière de défense des intérêts du plus grand nombre.

**Protection de l'enfance**

**Pour un avenir sans violence ni abus sur les jeunes**



Hortense Nname, présidente de l'Ong Samba Mwanas.



Responsables d'administrations publiques, membres d'organisations de défense des droits de l'enfant, et plusieurs jeunes associés.



Pour les officiels, il est possible de construire un avenir sans violence, ni abus sur les enfants.

F.S.L.  
 Libreville/Gabon

*A l'initiative de l'Ong Samba Mwanas et du centre Arc-en-ciel, spécialisé dans l'accueil et l'encadrement des enfants de la rue, un forum d'échanges et de réflexion a été initié à Libreville en vue d'atteindre cet objectif.*

POUR la construction d'un monde propice à l'épanouissement intégral et harmonieux des enfants et des jeunes, l'Ong Samba Mwanas et le centre Arc-en-ciel, spécialisé dans l'accueil et l'encadrement des enfants

de la rue, viennent d'organiser, à l'Institut français, un forum d'échanges et de réflexion pour les tout petits et les adolescents. Membres de la coopération française, responsables d'administrations publiques concernées par la question, représentants d'organisations de promotion et de protection des droits de l'enfance et plusieurs jeunes et enfants ont pris part à cette rencontre de partage, ponctuées de communications sur les violences et les abus sexuels. Une enquête du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) menée dans 62 pays (dont 23 en Afrique), entre 2005 et 2013, a révélé qu'en moyenne 80% d'enfants, âgés de 2 à 14 ans, avaient subi des punitions

physiques et/ou des agressions psychologiques au sein du foyer au cours du mois précédant cette étude. L'Afrique occidentale et centrale tiennent le haut du pavé avec 90% des cas, suivie du Moyen-Orient et l'Afrique du nord (89%). Dans son discours de circonstance, Hortense Nname, la présidente de l'Ong Samba Mwanas, a souligné que 64% de cas de violences restent exercés au sein des familles, 25% dans les écoles et 11% dans la rue. Un nouveau phénomène, mais encore bien méconnu au Gabon, vient s'ajouter à cette liste noire, à savoir la cybercriminalité. Selon Mme Nname, 60% d'enfants (entre 16-19 ans) avouent avoir déjà vécu une mau-

vaise expérience sur Internet. "D'où l'importance de leur laisser la parole en ce jour", a-t-elle demandé. "La communauté internationale célèbre habituellement cette période deux événements liés à la protection de l'enfance, à savoir la journée mondiale pour la prévention contre les violences et abus envers les enfants, le 19 novembre, et celle des droits de l'enfant, le 20 du même mois. Mais compte tenu des problèmes de calendrier, nous sommes obligés de les commémorer par anticipation", a ajouté Mme Nname. D'après elle, toute violence à l'endroit des enfants doit pouvoir être prévenue. En clair, tout le monde se doit de participer à l'atteinte de cet objectif. "Un signal fort

est attendu du côté du gouvernement", a-t-elle plaidé. Au cours de ce forum d'échanges et de réflexion, certains enfants ont apporté des témoignages poignants sur des situations de détresse vécues au quotidien. Heureusement que le Comité des droits de l'enfant souligne l'obligation des États à interdire et à éliminer tous les châtiments corporels dans son Observation générale n° 8 (2006), qui donne des directives détaillées aux États quant au respect de leurs obligations. Et l'Agenda 2030 du développement durable envisage, quant à lui, de mettre un terme à toutes les formes de violences dont sont victimes les enfants.

**Ici et ailleurs**

• Sida

**Le Méa culpa de l'Indonésie**  
 Le sida peut se transmettre par des piqûres de moustique, la natation ou en éternuant, indiquaient des affiches dans le cadre d'une campagne de lutte contre le virus VIH en Indonésie. Hier, le ministère de la Santé s'est excusé pour une erreur d'impression.

Cette campagne publique devait se faire via des affiches collées notamment dans les trains de banlieue reliant la capitale Jakarta, sur lesquels il devait être écrit que le virus d'immunodéficience humaine (VIH) ne peut pas se transmettre par des piqûres de moustiques, en éternuant ou en nageant, ni par la salive et la transpiration de l'Homme.

Mais l'imprimeur avait oublié la négation "ne pas" et omis de solliciter le feu vert des autorités avant de lancer l'impression d'une grande quantité d'affiches.

• Histoire

**Les derniers SS traqués !**

Soixante-dix ans après le procès des dirigeants nazis à Nuremberg, l'Allemagne s'est lancée dans une course contre la montre pour juger les derniers criminels du IIIe Reich, espérant rattraper des décennies de léthargie judiciaire.

Ces procédures visent à punir "le moindre participant" aux crimes nazis mais aussi à "donner la parole aux derniers témoins", mêlant les logiques "pénale, pédagogique et sociale", analyse auprès de l'AFP Werner Renz, historien à l'Institut Fritz-Bauer de Francfort (centre). Une douzaine d'enquêtes sont en cours contre d'anciens SS.

• Environnement

**Au Cameroun, du charbon bio**

Épluchures, épis de maïs, résidus de canne à sucre et de pulpe de café, débris de manioc et de rotin... Les déchets végétaux jetés dans les rues et les marchés de Douala, capitale économique du Cameroun, ont désormais une seconde vie: ils sont transformés en charbon.

Des étudiants-entrepreneurs ont lancé en juillet 2014 Kemit Ecology, une société spécialisée dans les économies vertes, qui récupère ces déchets pour en faire un combustible deux fois moins polluant que le charbon ordinaire.

• Fracture raciale

**Ils se voient mourir avant 35 ans**

Seul un jeune Afro-Américain sur deux estime qu'il atteindra l'âge de 35 ans, selon une étude publiée hier qui met en lumière la fracture raciale aux États-Unis.

Ce chiffre est encore plus faible pour les jeunes Américains d'origine mexicaine qui sont seulement 38% à penser qu'ils dépasseront les 35 ans, souligne l'étude publiée dans l'édition de décembre du Journal of Health and Social Behavior. En revanche, 66% des jeunes Blancs se disent "presque certains" de vivre au-delà des 35 ans.

Rassemblées par F.B.E.M